



## **PREFET DU PAS-DE-CALAIS**

PRÉFECTURE  
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES  
et de l'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section des INSTALLATIONS CLASSÉES  
DCPPAT- BICUPE-SIC - GM - N° 2018 - 235-

### **INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

---

**Commune de WAILLY BEAUCAMP**

---

**SOCIETE MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS)**

---

### **ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

---

**LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier les articles L.171-6, L.171-8, L.172- 1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

**VU** le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 autorisant la Société VERMEULEN GRANULATS à exploiter une carrière de sables et graviers, lieudit « Le Halloy » à WAILLY BEAUCAMP ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2007 actant le changement d'exploitant au profit de la Société Oscar SAVREUX ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011 actant le changement d'exploitant au profit de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME ;

VU le rapport de visite de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 20 juin 2018 ;

VU la lettre du 20 juin 2018 de l'inspecteur de l'environnement, informant la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS) de la proposition de mise en demeure ;

VU le courrier de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS) du 4 juillet 2018 faisant part de ses observations au projet d'arrêté ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite du 17 mai 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non respect des prescriptions de l'article 23 (renouvellement des garanties financières) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2006 modifié qui encadrent les activités du site ;

**CONSIDERANT** que face au non-respect des prescriptions de l'article précité de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2006 susvisé, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS) de respecter ces prescriptions ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

La Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS), dont le siège social est situé à RUE, ZI de la Garenne, 80120, est mise en demeure, pour l'exploitation de sa carrière sise Lieu-dit « Le Halloy » à WAILLY BEAUCAMP, de respecter les dispositions suivantes, dans les délais repris ci-après, et ce à compter de la notification du présent arrêté :

Référence réglementaire Arrêté préfectoral du 12 octobre 2006	Prescription et objet de la mise en demeure	Délai
<u>Article 23 :</u> Renouvellement des garanties financières	L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance	<b>15 jours</b>

**ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS), conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

### ARTICLE 3 : DELAI ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### ARTICLE 4 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de MONTREUIL SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS) et dont une copie sera transmise au Maire de WAILLY BEAUCAMP.

Arras, le 30 AOUT 2018

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Marc DEL GRANDE

#### Copie destinée à :

- Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME (MSS) – ZI de la Garenne – 80120 RUE
- Sous-Préfecture de MONTREUIL SUR MER
- Mairie de WAILLY BEAUCAMP
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à LILLE (courriel)
- Dossier
- Chrono